



Les élus locaux français s'inquiètent de la position de la France sur la future politique de cohésion

publié le 16/03/2011, vu 2292 fois, Auteur : [Le BLOG de Maître Muriel Bodin, avocate](#)

Source: [Maison Européenne des pouvoirs locaux français](#) Les associations membres

Les associations membres de la **MEPLF** ont pris connaissance avec inquiétude de la réponse des autorités françaises aux propositions de la Commission européenne présentées dans le [5ème Rapport sur la Cohésion économique sociale et territoriale](#).

La contribution française mentionne, en effet, explicitement que la baisse de la part du budget européen consacrée à la politique de cohésion est un « objectif prioritaire » pour le gouvernement français.

Les associations membres de la **MEPLF** s'interrogent sur cette prise de position qui est susceptible de remettre en cause une politique qui a prouvé sa valeur ajoutée dans l'accompagnement et le **développement économique et social des territoires** au cours des vingt dernières années.

Elles la comprennent d'autant moins que le communiqué officiel du Conseil des ministres du 16 février 2011 soulignait bien, au contraire, « l'importance pour la France, pour les **collectivités territoriales** et ses territoires notamment pour l'outre-mer, de la politique de cohésion. »

Leur interrogation est d'autant plus vive que les négociations sur le futur cadre financier ne démarreront véritablement qu'en juin prochain avec la présentation des propositions en la matière par la Commission.

Dans ce contexte, les présidents des associations membres de la **MEPLF*** adressent un courrier à Bruno Le Maire, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire dans lequel elles lui font part de leur inquiétude concernant cette position et lui demandent l'ouverture d'une véritable concertation sur les principales questions abordées dans ce document.

*Jacques PÉLISSARD, président de l'AMF, Claudy LEBRETON, président de l'ADF, Michel DESTOT, président de l'AMGVF, Bruno BOURG-BROC, président de la FMVM, et Martin Malvy, président de l'APVF.